

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur 

DALLE Gérard SARL

40 RUE DE CERISY
80140 Cerisy-Buleux

Références : 2025-E20025
Code AIOT : 0005103342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement DALLE Gérard SARL implanté AU BOIS 80140 Cannessières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DALLE Gérard SARL
- AU BOIS 80140 Cannessières
- Code AIOT : 0005103342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DALLE GERARD exploite une installation de carrière de craie autorisée par arrêté préfectoral du 17 mars 2022.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Vérification des valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.1 - 5.2.2 - 5.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Information au public	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2024. L'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale, d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société DALLE GERARD pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Cannessières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 11/06/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2024

Prescription contrôlée :

Article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 :

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 qui prévoit notamment :

« L'exploitant tient à jour un plan topographique à l'échelle adéquate de la carrière et des installations connexes. Sur ce plan doivent être reportés :

- Les clôtures et panneaux de signalisation ;
- Les bornes et le piquetage du périmètre d'extraction ; [...]
- Les zones de stockage (argiles, sables, craies, terres de découverte...) »

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par mail du 21 septembre 2024, l'exploitant a transmis un plan topographique à l'échelle 1/500 de la carrière daté du 20 mai 2024 et mis à jour le 5 septembre 2024. Celui-ci comprend l'ensemble des éléments attendus à l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17/03/2022.

L'exploitant respecte l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024. L'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever ce point de la mise en demeure précitée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2024

Prescription contrôlée :

Article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 :

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 qui prévoit notamment :

« Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : [...] »
- la vitesse des camions et engins sur les pistes non revêtues est adaptée [...] »

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

Constats :

Un panneau de limitation de vitesse 20km/h a été installé à l'entrée du site afin que la vitesse des camions et des engins sur les pistes non revêtues soit adaptée.

L'exploitant respecte l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024. L'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever ce point de la mise en demeure précitée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets inertes et terres non polluées résultant de la carrière

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2024

Prescription contrôlée :

Article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 :

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 qui prévoit notamment :

« L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi dans les 3 mois qui suivent la notification du présent arrêté, a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. [...] »

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par mail du 15/11/2024, l'exploitant transmis un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

L'exploitant respecte l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024. L'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever ce point de la mise en demeure précitée.

Afin d'améliorer son contenu, il est demandé à l'exploitant de compléter son plan de gestion des déchets d'extractions avec les éléments suivants :

- estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées.

Il est rappelé à l'exploitant que le plan de gestion doit être révisé et transmis au préfet tous les 5 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.1 - 5.2.2 - 5.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2024

Prescription contrôlée :

Article 7 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 :

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 qui prévoit notamment :

« Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, la première année d'exploitation, puis une fois tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au

<p>moins. »</p> <p>Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit a été réalisée le 25/07/2024 par la société ROUTIER ENVIRONNEMENT. Le rapport indique "Au jour des mesurages, l'activité sur le site respecte les prescriptions réglementaires en termes d'émission sonore." L'ensemble des équipements générateurs de bruits pour l'installation était en fonctionnement lors des mesures de bruit.</p> <p>L'exploitant respecte l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024. L'inspection propose à l'autorité préfectoral de lever ce point de la mise en demeure précitée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Information au public

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Information au public</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 :</u></p> <p>Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 susvisé qui prévoit notamment que :</p> <p><i>« L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'exploitant est tenu de mettre en place au niveau de l'entrée principale du site un panneau indiquant en caractères apparents la liste des déchets admissibles dans le cadre du remblaiement prévu à l'article 2.5.2. Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site, et à proximité des zones clôturées pour signaler le danger » ;</i></p> <p>Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations</p>

classées.
<p>Constats :</p> <p>Le panneau à l'entrée du site a été remplacé afin d'y intégrer les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ; • la liste des déchets admissibles dans le cadre du remblaiement prévu à l'article 2.5.2. de l'arrêté préfectoral du 17/03/2022 ; • signalisation du danger : "attention risque d'éboulement" et "chantier interdit au public". <p>L'exploitant respecte l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024. L'inspection propose à l'autorité préfectoral de lever ce point de la mise en demeure précitée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et barrières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 29/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024 :</u></p> <p>Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 qui prévoit notamment :</p> <p><i>« Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin, etc) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</i></p> <p><i>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation. [...] »</i></p> <p>Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Lors de la visite d'inspection du site, il a été constaté que l'entrée secondaire a été fermée par un merlon de 2 mètres de hauteur permettant de former un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules.

L'exploitant respecte l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 juillet 2024. L'inspection propose à l'autorité préfectorale de lever ce point de la mise en demeure précitée.

Type de suites proposées : Sans suite